

Arrêté préfectoral n° 2025/01957 du 02 JUIN 2025
portant réglementation complémentaire d'exploitation au titre de la réglementation
des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
VALO'MARNE, sise au 10/11 rue des Malfourches - 94034 Créteil

Le préfet du Val-de-Marne

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 511-1 et R.181-46 ;
- VU** le décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 qui a modifié l'article R.516-1 du code de l'environnement supprimant le dispositif des garanties financières pour les installations présentant des risques importants de pollution et d'accident ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2004/2003 modifié du 10 juin 2004 portant réglementation complémentaire d'installations classées pour la protection de l'environnement concernant Valo'Marne sise au 10 rue des Malfourches ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire modificatif n°2012/175 du 18 janvier 2012;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale N°2020/3659 du 01/12/2020;
- VU** le dossier de « porter à connaissance » déposé par Valo'Marne le 18 juin 2024 à la préfecture du Val-de-Marne informant des projets d'extension de capacité de l'incinérateur, d'ajustement des débits de fumées rejetées, de la suppression des tours aéroréfrigérantes, de la modification du nombre et de la capacité des réservoirs d'air comprimé et de la suppression du groupe électrogène ;
- VU** le courrier de la préfecture du Val-de-Marne du 4 novembre 2024 ;
- VU** les compléments apportés au dossier le 16 janvier 2025 ;
- VU** le courriel de l'exploitant du 9 avril 2025 ;

- VU** l'avis favorable de l'ARS sur les projets transmis le 29 janvier 2025 à la préfecture du Val-de-Marne ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 28 avril 2025 qui conclut que les modifications sont notables mais non substantielles ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du pétitionnaire le 5 mai 2025, notifié le 7 mai 2025 ;
- VU** l'avis favorable du 13 mai 2025 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées de l'installation ne sont pas de nature substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de l'ARS sur les projets de modification ;

CONSIDÉRANT l'analyse de l'inspection des installations classées développée dans le rapport sus-visé ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer de nouvelles prescriptions complémentaires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Champ d'application

La poursuite de l'exploitation de l'installation, par la société VALO'MARNE, sise au 10/11 rue des Malfourches - 94034 Créteil, est subordonnée au respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2 - Modifications du classement du site

La rubrique « 2921-a » listée dans l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral N° 2020/ 3659 du 01/12/2020 est supprimée.

Le tableau de classement des installations classées de l'article 1.2.1.I de l'annexe de l'arrêté préfectoral N° 2020/ 3659 du 01/12/2020 est remplacé par le tableau suivant :

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Volume maximal autorisé ¹ |
|----------|--------|--|--|--------------------------------------|
| 2771 | A | Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 ² | Installation d'incinération d'OMr, de DASRI et de DAE ³ . 3 lignes de traitement, dont 10 % maximum de DASRI sur chaque ligne de traitement. Lignes 1 et 2 identiques : 16,4 t/h et 125 000 t/an maximum chacune. PCI ⁴ de 8786 J/Kg (2 100 kcal/kg) ligne 3 : 17,5 t/h et 140 000 t/an maximum PCI de 10 878 J/Kg (2 600 kcal/kg) | 390 000 t/an |
| 3520-a | A | Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération de déchets ou des installations de co-incinération des déchets. Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure | | 50,3 t/h |
| 2770 | A | Installation de traitement thermique de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 | Installation d'incinération d'OMr, de DASRI et de DAE. 3 lignes de traitement, dont 10 % maximum de DASRI sur chaque ligne de traitement. Lignes 1 et 2 identiques : 1,64 t/h et 12 500 t/an maximum de DASRI chacune PCI de 8786 J/Kg (2 100 kcal/kg); ligne 3 : 1,7 t/h et 14 000 t/an maximum de DASRI PCI de 10 878 J/Kg (2 600 kcal/kg) | 39 000 t/an |
| 3520-b | A | Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets. Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour | | 121 t/jour |

2 On entend par « biomasse », au sens de la rubrique 2910 :

a) les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ;

b) les déchets ci-après :

i) déchets végétaux agricoles et forestiers ;

ii) déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée ;

iii) déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont co-incinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée ;

iv) déchets de liège ;

v) déchets de bois, à l'exception des déchets de bois qui sont susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement, y compris notamment les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition.

3 dont les définitions, dans le cadre du présent arrêté, sont les suivantes :

- OMr = ordures ménagères résiduelles, déchets ménagers et DMA collectés en mélange – déchets non dangereux ;
- DMA = déchets ménagers assimilés collectés par le service public de gestion des déchets dont le producteur n'est pas un ménage – déchets non dangereux ;
- DASRI : déchets d'activité de soins à risque infectieux – déchets dangereux ;
- DAE : déchets non dangereux d'activités économiques non recyclables et non valorisables autrement.

4 PCI : pouvoir calorifique de référence des déchets

Article 3 - Modification du nombre et capacité des réservoirs d'air comprimés

La disposition de l'article 1.2.5.I de l'annexe de l'arrêté préfectoral N° 2020/ 3659 du 01/12/2020 : « L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : d'un réseau d'alimentation en électricité, en eau de ville, en gaz naturel et en air comprimé (incluant 2 réservoirs de stockage d'air de 9 m³ chacun) » est remplacée par la disposition suivante :

« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : d'un réseau d'alimentation en électricité, en eau de ville, en gaz naturel et en air comprimé (incluant 2 réservoirs de stockage d'air de 9m³, 2 réservoirs de stockage de 5m³ et 3 réservoirs de stockage de 1m³) ».

Article 4 - Modification de la part d'OMr réceptionnées

Le dernier alinéa de l'article 1.2.5 de l'annexe de l'arrêté préfectoral N° 2020/ 3659 du 01/12/2020 est remplacé par la disposition suivante :

« La quantité totale de déchets, prévus par le présent arrêté, susceptibles d'être traités par l'établissement, est de 390 000 t/an, la part d'OMr étant limitée à 225 000 t/an et celle de déchets dangereux (DASRI) étant limitée à 39 000 t/an. »

Article 5 - Suppression des garanties financières

Le chapitre 1.5 « GARANTIES FINANCIÈRES » de l'annexe de l'arrêté préfectoral N° 2020/ 3659 du 01/12/2020 est supprimé.

Article 6 - Modification du débit de fumées et des VLE en flux

Article 6.1 : Débit de fumées

Le tableau de l'article 3.2.4 de l'annexe de l'arrêté préfectoral N° 2020/ 3659 du 01/12/2020 est remplacé par le tableau suivant :

| | Hauteur en m/TN⁵ | Diamètre en m | Débit moyen en Nm³/h | Vitesse minimale d'éjection en m/s |
|------------------|--|--------------------------|--|---|
| ligne1 (nominal) | 40 | 1,7 | 87214 | 15 |
| ligne2 (nominal) | 40 | 1,7 | 87214 | 15 |
| ligne3 (nominal) | 40 | 1,7 | 102000 | 15 |

Article 6.2 - Monoxyde de carbone (CO)

Le dernier alinéa de l'article 3.2.5.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral N° 2020/ 3659 du 01/12/2020 est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, cette valeur limite ne pourra dépasser 100 mg/m³ en moyenne horaire.

Le flux limite total en moyenne journalière des rejets dans l'air pour le CO est fixé à 232,2 kg/j. »

Article 6.3 - Poussières totales, COT, HCl, HF, SO₂, NO_x et NH₃

Le tableau de L'article 3.2.5.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral N° 2020/ 3659 du 01/12/2020 est remplacé par le tableau suivant :

| Paramètre | Valeur limite journalière | | Valeur limite en moyenne sur une demi-heure |
|--|------------------------------------|--------------|---|
| | Concentration en mg/m ³ | Flux en kg/j | Concentration en mg/m ³ |
| Poussières totales | 5,0 | 23,20 | 30 |
| Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) | 10,0 | 46,40 | 20 |
| Chlorure d'hydrogène (HCl) | 6,0 | 27,90 | 60 |
| Fluorure d'hydrogène (HF) | 1,0 | 4,60 | 4 |
| Dioxyde de soufre (SO ₂) | 30,0 | 139,30 | 200 |
| Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en NO ₂ à 11 % d'oxygène (O ₂) | 50,0 | 282,00 | 100 |
| Ammoniac (NH ₃) | 10 | 46,4 | 20,00 |

Article 6.4 - Métaux

Le tableau de l'article 3.2.5.4 de l'annexe de l'arrêté préfectoral N° 2020/ 3659 du 01/12/2020 est remplacé par le tableau suivant :

| | Valeur limite | |
|---|---|---|
| | Concentration en moyenne journalière en mg/m ³ | Flux total en moyenne journalière en kg/j |
| Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (TI) | 0,02 | 0,10 |
| Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg) | 0,02 | 0,10 |
| Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V) | 0,30 | 1,40 |

Article 6.5 - Dioxines et furannes

Le tableau de l'article 3.2.5.5 de l'annexe de l'arrêté préfectoral N° 2020/ 3659 du 01/12/2020 est remplacé par le tableau suivant :

| Paramètre | Valeur limite | | |
|--|---|------|---|
| | Concentration en ng ITEQ ⁶ /m ³ | | Flux total en moyenne journalière en kg/j |
| | A | B | |
| Dioxines et furannes chlorés | 0,04 | 0,06 | 1,90E-07 |
| Dioxines et furannes chlorés + dioxines PCB ⁷ | 0,06 | 0,08 | 2,80E-07 |

6 ITEQ pour système I-TEQ (équivalence toxique international)

7 PCB de type dioxines

Article 7 - Suppression du groupe électrogène

L'article 8.2.5.4 de l'annexe de l'arrêté préfectoral N° 2020/ 3659 du 01/12/2020 est remplacé par la disposition suivante :

« L'alimentation de secours du site est assurée par deux lignes de secours de 20 KVA. »

Article 8 - Modification des modalités de transmission de l'auto surveillance de la qualité des rejets atmosphériques

Le mot « trimestriellement » du premier alinéa de l'article 10.2.4.II est remplacé par le mot « mensuellement ».

Le terme « et au minimum, 1 fois par an » est remplacé par «et au plus tard le mois suivant les mesures » dans l'article 10.3.1.V.

Article 9 - Délais et voies de recours

La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction en application des articles L. 171-11 du code de l'environnement, peut être déférée au Tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication.

La présente décision peut faire l'objet de recours administratifs, dans le délai de deux mois :

- recours gracieux auprès du préfet du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94 038 Créteil Cedex ;
- recours hiérarchique auprès de la ministre de la Transition écologique, de la biodiversité de la mer et de la pêche, 246 boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris.

Article 10 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne, le maire de Créteil, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant, mis en ligne sur le site national de l'inspection des installations classées et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Le préfet du Val-de-Marne



Etienne STOSKOPF